

**Zeitschrift:** The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK  
**Herausgeber:** Federation of Swiss Societies in the United Kingdom  
**Band:** - (1941)  
**Heft:** 992

**Artikel:** La Suisse  
**Autor:** Béguin, Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-690188>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

garded, may lead us to forget that the Germans were exposed to "stronger and cleverer deceptions" than we. "We must remember all this when we think of the poor Germans, against whom we must first to-day, even though we have shared their guilt long enough." It is clear that by "guilt" is meant here appeasement to evil.

"Poor Germans"? No Barth is not sentimentalizing. He recognizes that every nation has its evil dreams, its heritage from paganism, and that Martin Luther's error on the relation between the temporal and spiritual spheres has established, confirmed and idealized the Germans' natural paganism. "Hitler's National Socialism is most certainly the wicked expression of the extraordinary political stupidity, confusion and helplessness of the German people" but we should not lose sight of the fact that "in this adversary we have to deal with a sick man." Germany must be prevented from continuing that evil dream. In one of Barth's two letters to French Protestants he points out that the coming peace settlement may well have to be sterner both politically and militarily than the peace of Versailles, but that Germany should be granted the freedom to live by her own labour so that her undoubted gifts may become a blessing in "dreaming about peace aims" — a danger of "escaping from the present and taking refuge in some self-made shape of things to come." Hence he regards the British Government as having "very wisely refrained from competing with Hitler's fantastic visions of a New Order in Europe."

Barth's letter to Britain surely invites an answer but one which while perhaps responding to his observations on the Natural Law preserves the same standard of magnanimity and humility. Such an exchange would be a contribution to spiritual morale and a welcome reminder in wartime that the Nazi corruption of Germany can be most effectively challenged by not descending to become an echo of that which we detest.

### LA SUISSE EN REGIME AUTORITAIRE.

Quand ces lignes paraîtront, la Suisse vivra depuis deux ans déjà sous le régime des pleins pouvoirs, c'est-à-dire sous un régime nettement autoritaire qui peut paraître peu compatible avec les principes démocratiques dont nous nous réclamons. Pour la deuxième fois en l'espace d'un quart de siècle, nous faisons cette expérience. Il faut noter d'emblée que, si la toute-puissance du Conseil fédéral a provoqué de 1914 à 1918 d'incessantes protestations, elle est acceptée aujourd'hui sans murmure et sans que personne songe à s'en scandaliser. Chose remarquable entre toutes, il ne s'est pas trouvé jusqu'ici un seul parlementaire pour en réclamer l'abrogation ou la limitation, alors qu'au cours de la précédente guerre mondiale, il ne se passait pas de session des chambres fédérales, sans que ce problème fût évoqué.

Est-ce là l'effet d'une lassitude générale de notre opinion publique, d'un certain désabusement, de la perte de la foi en les valeurs que nous avons fidèlement cultivées jusqu'ici, d'une résignation trop grande en face d'une évolution qui semble devoir toucher le

monde entier? Est-ce au contraire le résultat de la magnifique discipline civique dont tous les Confédérés font preuve depuis quelques années, de leur volonté de tout subordonner au maintien de l'indépendance nationale?

Poser la question, c'est la résoudre. Il suffit d'écouter ce qui se dit et de lire ce qui s'écrit dans le pays, pour qu'aucun doute ne subsiste à ce sujet. Nous sommes profondément attachés à nos institutions. Nous voulons les maintenir. Elles continuent à représenter notre idéal. Nous désirons ardemment voir se lever le jour où l'on pourra en assurer de nouveau le jeu intégral. A cet égard, si l'on peut faire un reproche à notre opinion publique, c'est de ne pas concevoir que les institutions politiques, comme toute œuvre humaine, sont perfectibles, qu'elles se sont toujours adaptées aux besoins changeants des époques et que les nôtres, pour excellentes qu'elles soient, ne sont pas plus définitives que d'autres, que les événements en provoqueront l'aménagement ou la transformation.

Cette différence de réactions entre 1914 et 1940 s'explique. La précédente guerre s'est déroulée, dans sa plus grande partie en tout cas, sans que le régime intérieur soit modifié. Le présent conflit a été précédé, accompagné ou rapidement suivi de bouleversements politiques considérables dont on peut et doit admettre que certains traits subsisteront, quelle que soit l'issue de cette catastrophe. Si nous vivions sur une île ou sur quelque continent lointain, sans nous sentir constamment menacés par le reflux de cette vague révolutionnaire, nous pourrions, comme d'autres, maintenir sans réserves le régime qui a fait notre prospérité et notre bonheur pendant près d'un siècle.

Malheureusement, tel n'est pas le cas. Nous vivons au milieu d'un continent en gestation. Nous devons vivre avec des voisins dont les gouvernements bénéficient de tous les avantages de la dictature et qui peuvent réaliser pour ainsi dire d'une minute à l'autre leurs intentions. Il est clair que nous nous trouverions en état d'infériorité marquée, si notre gouvernement ne jouissait pas d'avantages analogues. Pour nous en tenir à ce seul exemple, on ne pourrait pas concevoir que les autorités suisses continuent à consulter d'innombrables commissions, avant de mettre leur signature sous un traité de commerce, alors que nos partenaires peuvent prendre leurs décisions sans délai et qu'ils peuvent faire l'économie de nos interminables procédures législatives. D'ailleurs, d'une manière beaucoup plus générale, la situation se transforme avec une rapidité déconcertante, du point de vue économique et social. Pour la maîtriser, nous avons besoin d'un gouvernement dont les moyens d'action sont adaptés à cette célérité. Ceci dit, sans même vouloir faire allusion au fait que la démocratie suisse a toujours été tempérée par un gouvernement fort et qu'on ne l'a qualifiée sans d'excellentes raisons de démocratie autoritaire. Nous avons assez souvent entretenu nos lecteurs, proches ou lointains, de ce trait caractéristique de notre régime, pour pouvoir nous dispenser d'y revenir aujourd'hui.

Toutefois, le régime des pleins pouvoirs, exceptionnel par définition, transitoire par essence, ne saurait s'affermir et se perpétuer, sans qu'il finisse par défigurer, non seulement nos institutions qui ne sont pas perpétuelles, mais les principes qui sont à leur base et auxquels nous entendons rester indéfectiblement fidèles. Il s'agit de déterminer très clairement ses limites, tant dans l'espace que dans le temps. Quel

usage le Conseil fédéral a-t-il le droit d'en faire? Jusqu'à quand doit-il conserver ce droit?

Il est assez caractéristique que ces questions soient posées en ce moment même en Suisse. Ce simple fait prouve que nous n'acceptons pas volontiers l'idée d'une perpétuation de ce régime et que notre idéal, mis un instant sous le boisseau, doit revivre pleinement le plus rapidement possible. Mais il prouve également que nous sommes soucieux de l'avenir et que nous n'entendons pas sacrifier l'intérêt national à des conceptions idéologiques, si attachés que nous soyons à celles-ci.

En effet, dans certains milieux qui n'ont rien de révolutionnaire, on commence à se demander si les pleins pouvoirs du Conseil fédéral ne devront pas être maintenus après la guerre, en tout cas pendant un certain temps. On n'a pas oublié les remous qui ont immédiatement suivi la conclusion de l'armistice en novembre 1918. On entrevoit que, cette fois-ci, les bouleversements économiques et sociaux risquent d'être plus graves encore et qu'il sera plus difficile de rester maître des événements. On prévoit que nous devons adapter notre vie à une situation entièrement nouvelle et que, pour dominer l'incohérence d'une opinion publique désemparée, nous aurons plus que jamais besoin d'un gouvernement fort. On n'exclut pas l'éventualité dans laquelle le Conseil fédéral serait appelé à décréter de sa propre autorité certaines réformes durables, à édifier de son propre mouvement certaines parties de la maison dans laquelle nous habiterons.

Cette éventualité a été récemment évoquée par quelques journaux. Mais, si l'on en juge par des réactions très caractéristiques, il est clair que l'on répugne, d'une manière générale, à donner aux pleins pouvoirs une portée qu'ils n'ont jamais eue, puisqu'ils ont été accordés au Conseil fédéral exclusivement pour que celui-ci soit en mesure de surmonter les difficultés nées de la guerre et du service actif. De la sorte, la mission gouvernementale extraordinaire a été clairement définie. Il faudrait, pour permettre au Conseil fédéral d'aller au delà, lui confier expressément une mission nouvelle. Il ne peut pas l'inférer de celle dont il est d'ores et déjà chargé.

Ce problème ne trouvera pas sa solution prochaine. Il est sain, il est heureux que notre opinion publique envisage les événements futurs avec prévoyance et qu'elle se garde des illusions les plus séduisantes. Cela nous permet d'espérer qu'elle sera à la hauteur de toutes les situations et que, fermement attachée à notre idéal de la démocratie directe, elle continuera à tenir un juste compte des nécessités gouvernementales. Si nous voulons succéder dans les tâches de demain, il ne faut pas hypothéquer l'avenir. Il faut surtout maintenir cette discipline intérieure et ce sens civique qui sont, depuis de longs mois, nos meilleures forces et nos plus belles sauvegardes.

Pierre Béguin.

## THE BELEAGUERED COUNTRY.

*This article is reprinted from "The Sphere," September 6th; it represents an instructive survey though some of the figures given will hardly stand up to facts. In its conclusions the writer seems to have gone astray and we certainly cannot agree with some of the aggressive though well-meant statements.*

For two years Switzerland, gradually encircled, has been living in a state of siege. Among the still neutral countries of warring Europe, little Switzerland, with her 6,000,000 citizens (of whom only 4,000,000 live in the homeland) and her territory of 173,347 square miles, occupies a special place. Spain has been with the Axis for a long time; Sweden and Finland are more or less involved in the war between Germany and Russia; Turkey endangered her independence by signing the pact with Germany on June 18th, 1940; the independence of Portugal is that of a free port which will end on the day when the last American steamer leaves the harbour of Lisbon or the last Atlantic Clipper takes off from the airfield of Sintra. Switzerland alone — squeezed in between Italy, which has long been casting an avid eye on Tessin; Germany, which covets Berne, Basle and Zurich; and Fascist France, which would like to recoup her defeat by annexing Geneva — keeps the "guard on the Rhine," the guard of its neutrality.

In a *military* sense, Switzerland is the most mobilised country in the world, including the countries engaged in war. Of the 4,000,000 Swiss living in Switzerland, about 2,000,000 are men; of these nearly 1,000,000 are under arms.

*Economically*, Switzerland has to struggle not only against the British and German blockades, but also against the "peaceful" pressure of Germany, which is practically Switzerland's only customer and seller, and against the difficulties of transportation through thousands of miles of starving countries. Only 20 per cent. of Swiss territory is cultivated, only 10 per cent. serves as pasturage, the remaining 70 per cent. is sterile mountain country. To maintain the Swiss living standard, the highest in the world, is the particular task of the little State, whose food situation is a real paradox: while the besieging armies of Europe are all starving, the besieged fortress of Switzerland still has enough to eat.

The *financial* situation of this European Tobruk deserves special attention. The few uncensored reports trickling out of Switzerland have not yet thrown any light on the part played by the Confederation as Germany's financial centre. Every day the Germans receive from the French alone nearly 20,000,000 French francs for the upkeep of war prisoners, and a great part of these and almost all other occupation costs flow to Switzerland in the form of banknotes, where they are exchanged for Swiss francs, to be later magically metamorphosed into dollars. Switzerland is to-day the centre of a financial smuggling enterprise involving not relatively small private holdings, but the wealth of entire nations.

Politically, too, Switzerland presents the picture of a besieged fortress. A democracy ruled by a coalition of minorities always has difficult problems to solve, and it is not accident that the three last Swiss referendums resulted in Government defeats. And while "the oldest democracy in the world" is engaged

Drink delicious "Ovaltine"  
at every meal—for Health!